

Service Risques Chroniques et Technologiques  
Département Risques Technologiques  
et Sécurité Industrielle  
5, avenue Buffon  
CS 96407  
CEDEX 2  
45064 Orléans

Orléans le 11/04/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 30/03/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **PRIMAGAZ - Site de DRUYE**

110 ESPLANADE DU GENERAL DE GAULLE  
COEUR DEFENSE  
92000 Nanterre

Références : D2304-0034  
Code AIOT : 0010013706

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/03/2023 dans l'établissement PRIMAGAZ - Site de DRUYE implanté La Fosse Savonnières 37190 Druye. L'inspection a été annoncée le 27/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PRIMAGAZ - Site de DRUYE
- La Fosse Savonnières 37190 Druye
- Code AIOT : 0010013706
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

Le « relais-vrac » PRIMAGAZ à Druye fait suite à la mise en œuvre de la mesure supplémentaire associée au PPRT (Plan de Prévention des Risques Technologiques) PRIMAGAZ de Saint-Pierre-des-Corps, approuvé le 20 octobre 2017, prévoyant la cessation d'activité des installations situées à

Saint-Pierre-des-Corps et la création d'un « relais-vmc » dans le périmètre de Tours Métropole.

Il est constitué d'un réservoir sous talus de stockage de 400 m<sup>3</sup> de gaz inflammables liquéfiés, de postes de chargement / déchargement de camions citernes.

L'exploitation est autorisée par arrêté préfectoral d'autorisation environnementale relatif aux travaux de construction et à l'exploitation d'un relais vrac de propane au lieu-dit « La Fosse Savonnières » à Druye par la société Compagnie des Gaz de Pétrole PRIMAGAZ.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

Réglementation relative aux équipements sous pression :

- liste des équipements sous pression soumis à contrôle périodique (article 6 III de l'arrêté du 20 novembre 2017)
- dossiers d'exploitation des équipements sous pression (article 6 I de l'arrêté du 20 novembre 2017) et contrôle in situ des équipements suivants :
  - Réservoir Sous Talus Tissot n° 2364
  - Ballon reprise bouts de bras - PRIMELLA LIOTARD n° 97 1 LT 0032
  - Tuyauterie Sas de purge Tissot 23351 - C18

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux équipements sous pression relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les équipements dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 557-53 à L. 557-58 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations

classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 557-53 à L. 557-58 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle  | Référence réglementaire                                 | Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|--|---|---|-------------------|
| 1  | Liste des équipements sous pression fixes soumis au suivi en service | Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III         | /   | Sans objet        |
| 2  | Dossier de fabrication   | Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.I           | /   | Sans objet        |
| 3  | Respect des échéances de contrôles                                   | Code de l'environnement du 02/12/2015, article L.557-28 | /   | Sans objet        |
| 4  | Contrôle de mise en service  | Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 10            | /   | Sans objet        |
| 5  | Programme de contrôle  | Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15            | /   | Sans objet        |
| 6  | Contrôle avant première mise en place du talus                       | Autre du 17/09/2019, article 5.3                        | /   | Sans objet        |
| 7  | Contrôle du revêtement externe                                       | Autre du 17/09/2019, article 5.2.1                      | /   | Sans objet        |
| 8  | Positionnement du réservoir  | Autre du 17/09/2019, article 6.1                        | /   | Sans objet        |
| 9  | Protection cathodique  | Autre du 17/09/2019, article 5.2.2                      | /   | Sans objet        |

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                    | Référence réglementaire                                 | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|--------------------------------------|---|--|-------------------|
| 10 | État des équipements                 | Code de l'environnement du 02/12/2015, article L.557-29 | /  | Sans objet        |
| 11 | Contrôle des accessoires de sécurité | Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.I           | /  | Sans objet        |

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

### **2-4) Fiches de constats**

**N° 1 : Liste des équipements sous pression fixes soumis au suivi en service**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Équipement sous pression  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b><br/> L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.</p> <p>L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.</p>  |
| <b>Constats :</b> Présentation d'une liste du 02/03/2023 incomplète (absence des bras de chargement/déchargement) et présentant des erreurs sur les dates indiquées.   |
| <p><b>Observations :</b> Réglementairement le type est récipient et non réservoir</p> <p>Il est indiqué que tous les équipements sont suivis sans plan d'inspection y compris le réservoir sous talus alors même que l'exploitant indique qu'il appliquera le CTP AFIAP et a déjà rédigé un plan d'inspection.</p> <p>Pour les équipements neufs non suivis par un plan d'inspection, la date de départ pour calculer les échéances de premières inspection et requalification est la date de mise en service, sous réserve que l'exploitant puisse justifier cette date :<br/> Les dates de dernières inspections sont à compléter pour les récipients.<br/> Il y a incohérence pour les tuyauteries entre les dates de dernières inspections et requalifications alors qu'il s'agit d'équipements neufs.</p> <p>Les échéances seront à redéfinir en fonction des dates retenues pour la mise en service :<br/> La périodicité fixée pour les récipients (non ACAFR) non suivis par plan d'inspection est 3 ans pour la première inspection en l'absence de contrôle de mise en service et 4 ans dans les autres cas.<br/> La périodicité prévue par le CTP AFIAP pour la 1ère RP est 4 ans.</p> <p>La catégorie de risque est erronée pour le récipient Liotard (IV et non III)</p> <p>Les 3 bras de chargement/déchargement sont soumis : tuyauteries PS 26,6 bar et DN 50 (2 pouces) ou 80 (3 pouces).</p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites.   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

## N° 2 : Dossier de fabrication

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.I  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Équipement sous pression   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. - L'exploitant établit pour tout équipement fixe entrant dans le champ d'application de l'article L. 557-30 du code de l'environnement un dossier d'exploitation qui comporte les informations nécessaires à la sécurité de son exploitation, à son entretien, à son contrôle et aux éventuelles interventions. Il le met à jour et le conserve pendant toute la durée de vie de ce dernier. Ce dossier peut se présenter sous forme de documents sur papier ou numériques. Ce dossier comprend les informations suivantes relatives à la fabrication :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- si l'équipement est construit suivant les directives européennes applicables, le cas échéant, la notice d'instructions, les documents techniques, plans et schémas nécessaires à une bonne compréhension de ces instructions ;</li> <li>- si l'équipement a été construit selon des réglementations françaises antérieures au marquage CE ou pour les équipements néo-soumis, l'état descriptif initial ou reconstitué dans des conditions précisées par une décision du ministre chargé de la sécurité industrielle ;</li> <li>- l'identification des accessoires de sécurité et leurs paramètres de réglage.[...]</li> </ul> <p><b>Constats :</b> Le dossier de fabrication (notice d'instructions, plan, schéma et documents techniques nécessaires à la bonne compréhension des instructions, identification des accessoires de sécurité) de la tuyauterie SAS DE PURGE n'a pas été présenté.</p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

## N° 3 : Respect des échéances de contrôles

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 02/12/2015, article L.557-28  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Équipement sous pression   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>En raison de leurs risques spécifiques et de leurs conditions d'utilisation, certains produits et équipements sont soumis au respect d'exigences complémentaires en ce qui concerne leur installation, leur mise en service, leur entretien et leur exploitation, afin de garantir la sécurité du public et du personnel et la protection des biens.</p> <p>Ils sont, en fonction de leurs caractéristiques, soumis à l'une ou plusieurs des opérations de contrôle suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1° La déclaration de mise en service ;</li> <li>2° Le contrôle de mise en service ;</li> <li>3° L'inspection périodique ;</li> <li>4° La requalification périodique ou le contrôle périodique ;</li> <li>5° Le contrôle après réparation ou modification.</li> </ol> <p>Certaines de ces opérations sont réalisées par des organismes mentionnés à l'article L. 557-31.</p> <p><b>Constats :</b> Les contrôles de mise en service du Ballon reprise bouts de bras – PRIMELLA – BAL 4 et du réservoir sous talus n'ont pas été présentés (cf . point de contrôle suivant).<br/>Pas d'écart relevé concernant les autres types de contrôles et les autres équipements.</p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

#### N° 4 : Contrôle de mise en service

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 10   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Équipement sous pression   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Le contrôle de mise en service est requis avant : <ul style="list-style-type: none"><li>- la première mise en service de l'équipement ou après une évaluation de conformité liée à une intervention importante définie à l'article 27 du présent arrêté ;</li><li>- la remise en service en cas de nouvelle installation en dehors de l'établissement dans lequel l'équipement était précédemment utilisé.</li></ul> |
| <b>Constats :</b> Les contrôles de mise en service : <ul style="list-style-type: none"><li>- du Ballon reprise bouts de bras – PRIMELLA – BAL 4 (nouvelle installation en dehors de l'établissement dans lequel l'équipement était précédemment utilisé)</li><li>- du réservoir sous talus (première mise en service de l'équipement)</li></ul> n'ont pas été présentés.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

#### N° 5 : Programme de contrôle

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Équipement sous pression   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>III. - Les tuyauteries font l'objet d'inspections dont la nature et la période maximale sont précisées dans un programme de contrôle établi par l'exploitant dans l'année qui suit leur mise en service.   |
| <b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas rédigé les programmes de contrôle pour l'ensemble des tuyauteries du site. Il précise qu'il avait l'intention de les rédiger avant la première échéance de contrôle (soit avant le 13/04/2027).<br>Les programmes de contrôles doivent être rédigés dans l'année qui suit la mise en service soit avant le 13/04/2023. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

N° 6 : Contrôle avant première mise en place du talus

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Autre du 17/09/2019, article 5.3  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Équipement sous pression  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>CTP AFIAP Dispositions spécifiques applicables aux réservoirs sous talus, destinés au stockage de gaz inflammables liquéfiés ou de liquides inflammables :<br><br>5.3. Contrôle avant première mise en place du talus<br>Le contrôle de l'enceinte avant la première mise en place du talus doit permettre de garantir une excellente qualité de construction et de constituer le dossier technique de référence qui servira de base au suivi en service. À cet effet : <ul style="list-style-type: none"><li>• l'inspection de la fabrication du réservoir selon le code de construction ou la norme retenu par le Fabricant est confiée à un tiers indépendant. Ce tiers, désigné et mandaté par le donneur d'ordre, peut aussi être un organisme habilité tel que défini en 4.1 ou le SIR en charge du suivi en exploitation du réservoir.</li></ul><br>Cette inspection porte également sur le respect des dispositions spécifiques de fabrication du présent CTP.<br>Une attestation de conformité aux dispositions des § 5.1 et § 5.3 du CTP est établie par la personne en charge de cette inspection. Si le code ou la norme retenu ne prévoient pas d'inspection de la fabrication, une telle inspection doit cependant être réalisée. [...] |
| <b>Constats :</b> L'attestation de conformité aux dispositions des § 5.1 et § 5.3 du CTP, établie par la personne -tiers indépendant - en charge de l'inspection de la fabrication du réservoir selon le code de construction ou la norme retenu par le Fabricant, n'a pas été présentée.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |



## N° 7 : Contrôle du revêtement externe

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Autre du 17/09/2019, article 5.2.1   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Équipement sous pression   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b><br/> CTP AFIAP Dispositions spécifiques applicables aux réservoirs sous talus, destinés au stockage de gaz inflammables liquéfiés ou de liquides inflammables :</p> <p>5.2.1. Revêtement externe<br/> Le choix et le mode d'application du revêtement externe sont déterminants pour la pérennité de l'ouvrage et ils doivent être compatibles avec les contraintes mécaniques subies durant la vie de l'appareil.<br/> Le fabricant des produits composant le revêtement et l'applicateur doivent être impliqués dans la définition d'un plan qualité incluant les spécifications ou procédures relatives à la nature, à la mise en œuvre, à la pose, au contrôle et à la réception du revêtement.<br/> Les contrôles et essais du revêtement doivent être réalisés selon les normes en vigueur par du personnel habilité.<br/> Une attention plus particulière doit être notamment portée aux points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• compatibilité du revêtement avec la paroi métallique et la protection cathodique ;</li> <li>• prise en compte des conditions climatiques (température, humidité...) ;</li> <li>• contrôle des états de surface : géométrie des cordons de soudures, rugosimétrie, propreté ; dépoussiérage... ;</li> <li>• contrôle du délai entre le nettoyage et l'application de la première couche de revêtement ;</li> <li>• respect des temps et des séquences ;</li> <li>• compétence du personnel intervenant ;</li> <li>• mesure d'épaisseur du film sec ;</li> <li>• contrôle de la continuité du revêtement par balai électrique ou tout autre procédé offrant des garanties équivalentes ;</li> <li>• protection du revêtement après sa pose.</li> </ul> <p>Sur ce dernier point, pour les réservoirs revêtus en atelier, après épreuve, toutes dispositions doivent être prises pour protéger le revêtement lors du transport et de la mise en place sur le lieu d'emploi. Dans ce cas, l'intégrité du revêtement doit être vérifiée après installation du réservoir.<br/> La nécessité de réaliser des retouches au revêtement ne pouvant cependant jamais être exclue, les opérations correspondantes, y compris les contrôles après réparation et, lorsque nécessaire, la réalisation de témoins, doivent également être prévues dans les spécifications et procédures.<br/> Au cours de la mise en œuvre du revêtement, des inspections doivent avoir lieu notamment à l'occasion des opérations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• préparation des parois avant application du revêtement ;</li> <li>• application du système anti-corrosion et recette de ce système ;</li> </ul> <p>Le contrôle de ces opérations est réalisé par une personne compétente indépendante de l'applicateur et du fabricant des produits, désignée par l'exploitant.<br/> Cette personne délivre un procès-verbal de réception du revêtement externe vis-à-vis des exigences du présent paragraphe. [...]</p> |
| <p><b>Constats :</b> Le procès-verbal de réception du revêtement externe vis-à-vis des exigences du paragraphe 5.2.1 du CTP, délivré par une personne compétente indépendante de l'applicateur et du fabricant des produits, désignée par l'exploitant et ayant inspecté les opérations de mise en œuvre du revêtement, n'a pas été présenté.</p>   |
| <p><b>Observations :</b> Un rapport de fin d'intervention a été émis par l'entreprise LASARAT le 21/10/22. L'entreprise LASARAT étant l'entreprise qui a préparé et posé le revêtement, ce rapport ne répond pas aux attentes du CTP.</p>   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

N° 8 : Positionnement du réservoir

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Autre du 17/09/2019, article 6.1   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Equipements sous pression  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b><br/> CTP AFIAP Dispositions spécifiques applicables aux réservoirs sous talus, destinés au stockage de gaz inflammables liquéfiés ou de liquides inflammables :</p> <p>6.1. Généralités<br/> Le positionnement du réservoir est vérifié au moins annuellement par un géomètre, jusqu'à la première échéance périodique après mise en service. À cette échéance, l'exploitant propose, à partir de l'analyse de l'historique des relevés, une périodicité adaptée qui ne saurait excéder celle de l'inspection périodique suivante. Cette proposition est soumise à validation d'un organisme habilité ou SIR. Une revue du dossier de suivi altimétrique, réalisé à chaque inspection périodique par un organisme habilité ou SIR, et l'exploitant, devra valider la périodicité suivante retenue. Pour les réservoirs en service, la nouvelle périodicité sera définie lors de la prochaine inspection périodique, puis à chaque nouvelle échéance périodique suivant les mêmes modalités. Le schéma périodique ci-dessus de suivi de positionnement altimétrique est à reprendre au point de départ si un quelconque événement modifie sensiblement les fondations ou l'assise d'un RST ou le talutage.<br/> A compter de la date d'approbation de cette l'édition de septembre 2019 du CTP, le niveau de liquide dans le réservoir est noté lors du contrôle de positionnement.</p> |
| <b>Constats :</b> Le niveau du liquide dans le réservoir lors du contrôle de positionnement du 15/11/2022 n'est pas indiqué sur les documents présentés.  |
| <b>Observations :</b> Le positionnement du talus a été contrôlé initialement le 15/11/2021 par l'entreprise GEOPLUS. La première vérification annuelle a eu lieu le 15/11/2022.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

## N° 9 : Protection cathodique

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Autre du 17/09/2019, article 5.2.2   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Equipements sous pression  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b><br/>CTP AFIAP Dispositions spécifiques applicables aux réservoirs sous talus, destinés au stockage de gaz inflammables liquéfiés ou de liquides inflammables :</p> <p>5.2.2. Protection cathodique<br/>La protection cathodique peut être de type à anodes sacrificielles ou de type à courant imposé. Il est nécessaire que les principes et les paramètres de détail de cette protection soient définis en collaboration avec un spécialiste du système adopté.<br/>L'avis d'un tel spécialiste doit figurer dans le dossier descriptif des réservoirs et porter notamment sur la définition et l'adéquation du système retenu ainsi que sur la périodicité et la nature de son suivi en service. La réception du système est réalisée par un spécialiste dans le domaine concerné. Les critères applicables pour le suivi en service doivent être établis par la société spécialisée en charge de la conception de la protection cathodique au plus tard à la mise en service. Le risque de décollement cathodique du revêtement sera pris en compte dans l'établissement des critères pour le cas d'une protection par courant imposé.<br/>Le personnel intervenant de cette société spécialisée doit disposer d'une certification en application de la norme NF EN ISO 15257, par exemple une certification délivrée par le CEFRA COR ou d'un standard international équivalent (ex. certification délivrée par la NACE dans l'attente d'une re-certification).</p> |
| <p><b>Constats :</b> La protection cathodique est entrée en fonctionnement le 06/04/2022, 6 mois après sa mise en place (en octobre 2021) et près de 5 mois après la mise en place du talus (15/11/2021, date définissant la mise en service du réservoir au sens du CTP).</p>  |
| <p><b>Observations :</b> La protection cathodique est de type à courant imposé.<br/>Réception du système par l'entreprise BAC (certifiée CEFRA COR), le 19/10/2021<br/>Mise en route du système le 06/04/2022 (à la mise en gaz)</p>  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

## N° 10 : État des équipements

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 02/12/2015, article L.557-29   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Équipement sous pression  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b><br/>L'exploitant est responsable de l'entretien, de la surveillance et des réparations nécessaires au maintien du niveau de sécurité du produit ou de l'équipement. Il retire le produit ou l'équipement du service si son niveau de sécurité est altéré.</p> |
| <b>Constats :</b> État des équipements compatible avec leur fonctionnement   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

## N° 11 : Contrôle des accessoires de sécurité

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.I  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Équipement sous pression   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>I. - Lorsque dans des conditions raisonnablement prévisibles, les limites admissibles de pression prévues, à la fabrication, pour un ou plusieurs des équipements assemblés entre eux risquent d'être dépassées, ces derniers sont équipés d'un accessoire de sécurité qui est obligatoirement réglé au maximum à la pression maximale admissible (PS) complété si nécessaire par un dispositif de contrôle.<br>A l'occasion du fonctionnement des accessoires de sécurité, un dépassement de courte durée de la pression maximale admissible, lorsque cela est approprié, est admis. La surpression momentanée est limitée à 10 % de la pression maximale admissible. |
| <b>Constats :</b> La présence effective des accessoires de sécurité prévue a pu être constatée.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |